



PUBLIE LE 15 DEC. 2025

**ACTION EN JUSTICE
AFFAIRE S.C.I Maritime Immobilière Rouennaise C/ VILLE DE ROUEN
ESTER EN JUSTICE
AUTORISATION
Réf. 2025 / 88**

NOUS, MAIRE DE ROUEN,

VU :

- Le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment ses articles L.2122-22 (16°) et L.2122-23,
- La délibération du Conseil Municipal en date du 3 juillet 2020, portant délégation du Conseil Municipal au Maire,
- Le budget de l'exercice en cours,

CONSIDERANT :

- Que le 7 juin 2024, la S.C.I. Maritime Immobilière Rouennaise (M.I.R.) a déposé un dossier de permis de construire n° PC 076 540 24 M0073 sur les parcelles cadastrées section KX n°21, 23, 24, et 25, situé 66 quai du Bois Guilbert à Rouen.
- Que le 2 juillet 2024, la Ville de Rouen a adressé à la S.C.I. M.I.R. une demande de pièce complémentaire pour la demande de Permis de Construire n°PC 076 540 24 M0073,
- Que le 28 août 2024, la S.C.I. M.I.R. a déposé les pièces complémentaires demandées,
- Que, le 22 janvier 2025, le Maire de Rouen a sursis à statuer sur la demande de permis de construire déposée par la S.C.I. M.I.R. en raison de la modification du P.L.U. Métropolitain,
- Que, par une requête enregistrée par le Tribunal Administratif de Rouen sous le numéro 2501288 en date du 18 mars 2025, la S.C.I. M.I.R. entend faire annuler la décision de sursis à statuer PC 076 540 24 M0073 en date du 22 janvier 2025 opposé par le Maire de la Ville de Rouen à son permis de construire,
- Qu'il convient d'assurer la défense des intérêts de la Ville dans cette affaire,

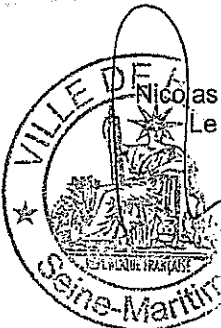
DECIDONS CE QUI SUIT :

Article 1^{er}.- Est autorisée la défense des intérêts de la Ville dans cette affaire.

Article 2.- M. le Directeur Général des Services de la Mairie est chargé d'assurer l'exécution de la présente décision qui sera insérée au registre des délibérations.

FAIT A ROUEN, en L'HOTEL DE VILLE, le 17 octobre 2025

ESTES 338



Nicolas MAYER-ROSSIGNOL
Le Maire de Rouen

La présente décision pourra faire l'objet un recours pour excès de pouvoir, lequel interviendra dans un délai de deux mois à compter de sa notification (article R.421-1 du Code de la Justice Administrative) auprès du Tribunal Administratif de Rouen (53 Avenue Gustave Flaubert, 76000 ROUEN – Téléphone : 02.35.58.35.00 ; télécopie : 02.35.58.35.03 – courriel : greffe.ta-rouen@juradm.fr).

De même, en cas de recours ne nécessitant pas la présence d'un avocat, vous pourrez saisir le tribunal susmentionné par le site « Télérecours Citoyens » à l'adresse suivante : www.telerecours.fr, et ce en application de l'article R421-1 du CJA.